

ROSA news

Le réseau opérationnel sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'agriculture durable et le développement rural



Riz séchant au soleil, rizerie semi-automatisée, Bangladesh. Photo : GAIN

L'article *Actualités* de ce numéro N°52 s'intéresse au statut actuel des Directives Volontaires pour une Gouvernance Responsable des Régimes Fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (DVGRF), à travers un entretien avec Andrew Hilton de la FAO. Les *Dernières Nouvelles de la Commission* présentent un appel à propositions pour des chaînes de valeur durables et inclusives (Lot 1) et l'enrichissement des aliments (Lot 2). Vous trouverez également dans ces pages une synthèse des conférences et événements récents ou à venir, et des nouvelles ressources pertinentes disponibles.

ROSA News est produite par le [réseau ROSA](#) sur Capacity4dev. Pour recevoir cette newsletter, rejoignez le réseau ROSA en suivant le lien en bas de cette page. Depuis Juin 2015, ROSA est devenue le réseau en

ligne dédié à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à l'agriculture durable et au développement rural sur Capacity4dev. Cette newsletter est produite par Sarah Cummings et Paolo Sarfatti de l'ISS-FANSSA (Integrated Support Service-Food and Nutrition Security and Sustainable Agriculture). Vos commentaires sur le groupe ROSA sont les bienvenus sur Capacity4dev et vous pouvez également contacter l'équipe ISS-FANSSA par courriel (EuropeAid-FANSSA@ec.europa.eu).

Bonne lecture !



DANS CE NUMERO

02

Actualités

Vers une reconnaissance mondiale des enjeux de la bonne gouvernance des régimes fonciers : entretien avec Andrew Hilton

05

Dernières nouvelles de la commission

06

Événements

07

Nouvelles ressources en ligne

08

Ressources externes et blogs

Pour vous abonner à cette newsletter, inscrivez-vous sur Capacity4Dev et rejoignez le réseau ROSA sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'agriculture durable et le développement rural.

Vers une reconnaissance mondiale des enjeux de

LA BONNE GOUVERNANCE DES RÉGIMES FONCIERS

Entretien avec Andrew Hilton

Cet article se penche sur le statut actuel des Directives Volontaires pour une Gouvernance Responsable des Régimes Fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (DVGRF). Il tire ses sources d'un entretien avec Andrew Hilton, haut responsable chargé des questions liées à la gouvernance des régimes fonciers auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO).

Les DVGRF ont été développées de 2009 à 2012 sous forme de partenariat mondial par un ensemble d'organisations internationales, régionales et nationales, dans le cadre d'un processus inclusif de consultation et négociation. En promouvant la sécurisation des droits fonciers et un accès équitable aux ressources foncières, halieutiques et forestières, les Directives s'inscrivent dans une démarche visant à lutter contre la faim et la pauvreté, soutenir un développement durable et préserver l'environnement. La FAO participe aux côtés de nombreuses autres organisations à la mise en œuvre des DVGRF, dans le cadre de son mandat pour aider les Etats à moderniser et améliorer leurs pratiques agricoles, forestières et de pêche. En collaborant avec les gouvernements, des organisations de la société civile, coopératives, organisations de producteurs, le secteur privé, le milieu académique et des instituts de recherche, la FAO s'attache à améliorer la gestion des régimes fonciers au bénéfice de tous, en portant une attention particulière aux populations vulnérables et marginalisées.



Groupe de femmes du district Bo, au Sierra Leone, discutant des régimes fonciers forestiers avec le personnel de la FAO. Photo : FAO/Christian Schulze

Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale

Les DVGRF ont été adoptées en Mai 2012 au terme de négociations internationales présidées par le Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA). Forum intergouvernemental, le CSA rend compte à l'Assemblée Générale des Nations Unies et a pour mission de développer et adopter des recommandations politiques et orientations en lien avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans des domaines extrêmement variés. Le CSA est domicilié à Rome au Siège de la FAO, toutefois il s'agit de deux entités totalement distinctes.

Soutien international aux Directives d'Application Volontaire

La FAO soutient le déploiement des DVGRF à travers un programme mondial de sensibilisation, renforcement de capacités, soutien aux Etats, développement de partenariats et suivi/évaluation. Ce programme est mis en œuvre par une équipe d'environ 20 personnes basées au Siège à Rome, travaillant spécifiquement sur les problématiques des régimes fonciers et s'appuyant sur des agents décentralisés dans les antennes d'Accra, Addis Ababa, Bangkok, Budapest, Le Caire et Santiago. L'équipe opère sous l'égide des DVGRF et en étroite collaboration avec des collègues issus des unités

→ Découvrez le réseau ROSA



Participants à une formation régionale africaine consacrée aux régimes fonciers forestiers selon les DVGRF, Ouganda. Photo : Toon de Bruyn

techniques de la FAO telles que celles dédiées au secteur forestier, à la pêche ou aux affaires juridiques. Un groupe de travail a également été mis en place pour assurer la promotion des DVGRF à tous les niveaux de l'organisation, y compris dans les antennes décentralisées. Le financement global du programme mondial est assuré conjointement par la programmation régulière de la FAO et par les contributions volontaires de partenaires, dont l'UE, dans une démarche bilatérale de mutualisation des ressources. L'UE considère la sécurisation responsable des régimes d'accès au foncier - et plus généralement aux ressources naturelles - comme un enjeu crucial pour un développement équitable et durable, la sécurité alimentaire et la bonne gouvernance. Dans cette perspective, outre son appui aux actions de la FAO, l'UE finance à hauteur de 60 millions d'euros un programme de promotion des DVGRF dans 18 pays, en particulier africains.

L'Union a également organisé un séminaire à Bruxelles (Belgique) 15 au 17 Février 2016, en collaboration avec la FAO, l'ILC (*International Land Coalition*) et l'IIED (*International Institute for Environment and Development*), réunissant plus de trente agents du siège de la CE et vingt Délégations Européennes. Parmi ses objectifs figurait celui de sensibiliser aux DVGRF et conforter leur mise en œuvre au niveau national.

Un entretien avec Andrew Hilton

Au cours de ce séminaire, Paolo Sarfatti, Chef d'équipe ISS FANSSA, a pu interviewer Andrew Hilton, actuellement responsable de la coordination du Programme Mondial de Mise en Œuvre appuyant les DVGRF. Il dirige le Fonds d'affectation spéciale consacré à la reconnaissance et protection des droits d'accès à la terre dans les pays en développement, protégeant en particulier les populations indigènes vulnérables. Son rôle consiste à optimiser la formulation et le déploiement des projets afin de garantir l'efficacité des actions de sensibilisation, du développement d'outils de renforcement des capacités et de l'appui aux pays et communautés vulnérables.

Déploiement des DVGRF

Interrogé sur l'importance des DVGRF, Andrew Hilton souligne le rôle crucial de la sécurisation des régimes d'accès aux ressources et de la gouvernance responsable des terres, pêche et forêts pour l'éradication de la faim et la lutte contre la pauvreté : ces facteurs déterminent les possibilités et les moyens dont disposent les individus, communautés et autres pour acquérir des droits fonciers et contrôler les ressources naturelles.

« Un accès fiable à ces ressources permet aux familles de produire des aliments pour leur propre consommation, participant

Global Donor Working Group on Land

En vue d'améliorer les mécanismes de coordination, l'UE a initié et présidé le EU Working Group on Land (Groupe de Travail Européen sur les questions foncières) jusqu'en 2013, date de la création du Global Donor Working Group on Land (Groupe de Travail des Bailleurs Mondiaux sur les questions foncières) qui s'appuie sur cette première expérience réussie. Il réunit bailleurs et institutions internationales spécialisées afin d'améliorer la concertation au niveau mondial et faciliter la mise au point d'actions communes. Son Secrétariat, hébergé par la Donor Platform for Rural Development (Plateforme des Bailleurs pour le Développement Rural), publie les principales activités du Groupe. Il a récemment entrepris de cartographier les interventions entreprises dans ce domaine à l'échelle mondiale, sous forme d'inventaire par pays, afin de favoriser une meilleure coordination et l'émergence de synergies.

ainsi à la sécurité alimentaire ; c'est aussi un véritable filet de sécurité garantissant un abri et une source d'aliments et de revenus dans les périodes difficiles. La stabilité des droits fonciers apporte la confiance nécessaire à l'investissement dans des pratiques durables, au cœur de toute production alimentaire ».

A propos de la distinction entre gouvernance foncière et gouvernance des régimes fonciers, il insiste sur les spécificités de chaque concept :

« La gouvernance des régimes fonciers englobe les multiples façons dont les gens détiennent ou utilisent les ressources naturelles, ou y accèdent sous une forme quelconque. Ces droits prennent des formes variées et il existe de nombreux types de droits encadrant

l'accès aux ressources, applicables tant aux terres qu'aux ressources halieutiques ou forestières. Cela va de la propriété pure aux droits de pacage sur les terres communes, au droit de collecter des produits de la forêt ou de pêcher dans une zone déterminée. Ces droits peuvent être formellement reconnus, cédés, hérités, informels ou coutumiers. Lorsque l'on parle de gouvernance foncière, il s'agit de la façon dont ces ressources sont administrées – comment les décisions sont prises et quelles institutions les font respecter. Les DVGRF offrent ainsi un cadre qui peut être appliqué à la gouvernance des régimes fonciers, aux droits de pêche et au milieu forestier ».

Défis et leçons de l'expérience

Auparavant, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ne faisaient aucune référence à la gouvernance des régimes fonciers – à savoir la façon dont les ressources naturelles peuvent être appropriées, utilisées et administrées. En revanche, les nouveaux Objectifs de Développement Durable (ODD) incluent des cibles précises qui placent la question sur le devant de la scène mondiale, en particulier ses aspects liés aux droits fonciers et à l'égalité des sexes. Andrew Hilton s'en réjouit : « Nous sommes très satisfaits de cette avancée. C'est un message fort sur l'importance d'une gouvernance responsable des régimes fonciers pour atteindre nos objectifs de développement ».

Selon Andrew Hilton, le plus grand défi pour le déploiement des Directives d'Application Volontaire sera d'obtenir une réelle volonté politique de changement afin de revoir la gestion des droits d'accès aux ressources naturelles et ainsi garantir un accès équitable à l'échelle nationale pour les groupes vulnérables. Un autre défi de taille vient de la faiblesse des capacités des acteurs à tous les niveaux : administrations centrales et locales, organisations de la société civile et autres. Les problématiques

de gouvernance des droits d'accès aux ressources sont complexes et sensibles. La reconnaissance des droits coutumiers en faveur des communautés, populations indigènes et individus vulnérables peut menacer les intérêts en place qui bénéficient de l'inaction. Les obstacles sont donc nombreux et l'évolution des politiques, lois, cadres institutionnels et surtout des mentalités ne peut s'envisager que dans la durée. Pour Andrew Hilton, la principale leçon de l'expérience reste que de tels changements ne peuvent advenir dans les pays concernés qu'avec un soutien externe, qui doit être fourni avec continuité. L'appui nécessaire passe par la sensibilisation et le renforcement des capacités, mais l'efficacité de ces actions reste tributaire de la continuité du support. L'engagement et la concertation sont la clé d'un impact durable. Comme le souligne Andrew Hilton :

« Les DVGRF ont contribué à faire émerger une opportunité historique de changement : la FAO est déterminée à s'engager en ce sens, en partenariat avec les multiples organisations soutenant la mise en œuvre de ces Directives ».

La reconnaissance mondiale dont jouissent aujourd'hui les DVGRF est inédite. Andrew Hilton est de l'avis que les ressources investies commencent à porter leurs fruits, à travers des résultats démontrables et tangibles :

« A la FAO, nous finalisons en ce moment avec un certain nombre de nos partenaires de financement les discussions autour d'un second cycle de projets qui s'appuiera sur notre précédent travail. Cela témoigne d'un réel engagement et d'une reconnaissance de la nécessité d'interventions à long terme pour soutenir les Etats dans le déploiement des DVGRF. Ce n'est certainement pas la fin de l'histoire, mais c'est un bon début ».

Les opinions exprimées à travers cet entretien ne reflètent pas nécessairement la position de la FAO.

“ Les problématiques de gouvernance des droits d'accès aux ressources sont complexes et sensibles. La reconnaissance des droits coutumiers en faveur des communautés, populations indigènes et individus vulnérables peut menacer les intérêts en place qui bénéficient de l'inaction. ”

Sources ROSA

Directives Volontaires pour une Gouvernance Responsable des Régimes Fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (DVGRF) →

Soutien de l'UE pour une meilleure gouvernance foncière rurale: Etat des lieux 2014 →

Régimes fonciers et égalité des sexes : approches et défis pour la consolidation des droits des femmes en milieu rural →

Formations en ligne de la FAO sur la gouvernance des régimes fonciers →

Autres sources

International Land Coalition →

Land Matrix →

IIED →

Appel à propositions : Chaînes de valeur durables et inclusives et Enrichissement des Aliments

Cet appel à propositions d'un montant total de 57 millions d'euros a été lancé en Février 2016 et récemment clôturé. Il a pour objectif de développer des chaînes de valeur agro-alimentaires durables et inclusives (Lot 1) et de renforcer la qualité nutritionnelle des aliments (Lot 2) afin de faire progresser la sécurité alimentaire des populations pauvres et vulnérables et ainsi lutter contre la pauvreté et la sous-nutrition. Le lot 1 est axé spécifiquement sur les petites exploitations agricoles et les micro, petites et moyennes entreprises des pays en développement, en tant que bénéficiaires finaux, à travers la création d'opportunités inclusives et durables de revenus, d'emploi et d'affaires aux différents niveaux des chaînes de valeur agro-alimentaires. Le lot 2 vise à encourager la production, diffusion et consommation d'aliments enrichis qui soient à la fois accessibles, technologiquement viables et culturellement acceptables, tout en respectant les normes nationales et internationales. Ce lot impliquera un travail en concertation avec les organismes de contrôle nationaux et intergouvernementaux, le secteur privé agro-alimentaire et la société civile, en consolidant les partenariats public-privé. La vidéo de la session publique d'information sur cet appel à propositions, organisée le 25 Février 2016, est disponible en streaming.

→ ROSA



Événements récents

26-28 Janvier 2016

Concevoir l'avenir : une approche stratégique pour la recherche et l'innovation agricoles en Europe

Les défis rencontrés par le secteur agricole et les zones rurales, tout comme la nature à long terme des activités de recherche, plaident en faveur d'une approche stratégique de la recherche et de l'innovation. Organisée par la Commission Européenne, cette conférence a présenté et discuté des principaux éléments d'une stratégie à long terme pour la recherche agricole européenne et l'innovation, en évoquant en particulier différentes dimensions et formes de mise en œuvre. Quoiqu'axée essentiellement sur la recherche et l'innovation agricoles au sein de l'UE, la conférence a aussi permis d'aborder le rôle de la recherche agricole dans la coopération internationale de l'Union. De nombreuses présentations étaient consacrées à la recherche agricole et l'innovation dans les pays en développement. La publication en amont du document [A strategic approach to EU agricultural research and innovation](#) (*Approche stratégique pour la recherche et l'innovation agricoles en Europe*) a facilité les discussions. L'événement a réuni plus de 500 participants, y compris des scientifiques, membres de réseaux scientifiques et organisations internationales entre autres parties prenantes.

→ ROSA

15-17 Février 2016

Le rôle des biotechnologies agricoles pour des systèmes alimentaires durables et une nutrition améliorée

Ce symposium international a réuni plus de 400 participants, dont des représentants des Etats Membres de la FAO, de la société civile, des milieux de la recherche et du secteur privé, afin de discuter du potentiel des biotechnologies pour éradiquer la faim et la malnutrition en promouvant une agriculture durable. Les débats ont évoqué un large éventail de biotechnologies agricoles couvrant des applications généralement simples telles que la fermentation, les bio-fertilisants, le diagnostic de maladies, les bio-pesticides et les techniques de sélection assistées par marqueurs moléculaires. Des sessions parallèles ont été consacrées à des enjeux spécifiques liés aux biotechnologies agricoles, tels que l'adaptation au changement climatique, l'utilisation des ressources et l'impact économique et social. Au-delà de la controverse sur les OGM, une prise de conscience semble émerger sur le fait que les biotechnologies ne se limitent pas aux OGM et que leur cohabitation avec l'agro-écologie, menant à l'intégration croissante des deux pratiques, sera essentielle pour l'émergence d'une agriculture durable, en particulier dans l'intérêt des petits exploitants. La FAO est prête à jouer le rôle de plateforme au service du développement de cette intégration.

→ ROSA

→ Découvrez le réseau ROSA

15-17 Février 2016

Séminaire sur les « Hot Topics » Agriculture Durable et la Gouvernance Foncière

Grâce à l'adoption des Objectifs de Développement Durable (ODD) en Septembre dernier, le développement durable est désormais reconnu comme un objectif mondial. Ce séminaire, organisé par l'Unité

C1 de la DG Coopération Internationale et Développement (DG DEVCO), s'est concentré sur les « hot topics » que sont, dans ce contexte, la gouvernance foncière et l'agriculture durable. Il a réuni 42 participants venant de 20 Délégations, de la DG DEVCO et DG Recherche et Innovation (DG RTD) et d'agences de coopération d'Etats Membres (Espagne et Allemagne). Les intervenants étaient issus de diverses institutions : le CIRAD français (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), la FAO, l'IIED (International Institute for Environment and Development), l'ILC (International Land Coalition) et la DG DEVCO. La session consacrée à la gouvernance foncière était centrée sur les Directives Volontaires pour une Gouvernance Responsable des Régimes Fonciers (DVGRF) et leur mise en œuvre au niveau national. La session agriculture durable a permis aux participants de s'informer sur les différents modèles: intensification durable, agro-écologie, intensification écologique, et l'agriculture climato-intelligente.

Toutes les présentations proposées durant le séminaire sont disponibles sur ROSA.

→ ROSA



Post-its lors d'une session interactive.
Photo : Paolo Sarfatti

Événements à venir

13-15 Avril

Réunion restreinte du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA)

→ ROSA

13-16 Juin 2016

7e Semaine Scientifique pour l'Agriculture en Afrique (*Africa Agriculture Science Week, AASW*) et Assemblée Générale du FARA

→ ROSA

Semences indiennes en Afrique : étude exploratoire des défis et opportunités

Publié en Janvier 2016, le document de travail *Future Agricultures Working Paper N°135* s'interroge sur la capacité du secteur des semences indiennes, particulièrement prospères, à fournir aux agriculteurs africains des semences bon marché et de haute qualité, à l'image du rôle joué par l'industrie pharmaceutique générique indienne. L'Inde partageant différentes cultures et agro-écologies avec l'Afrique, il est plausible que certaines technologies et méthodes utilisées par les agriculteurs indiens puissent être adaptées à des situations rencontrées sur le continent africain. L'histoire du développement indien, une économie émergente appuyée sur des millions de petits cultivateurs, pourrait être une source de connaissances, d'expertise et d'investissements venant soutenir le secteur des semences en Afrique et ainsi contribuer au développement économique, à la sécurité alimentaire et au recul de la pauvreté. Les opportunités et stratégies seront spécifiques à chaque type de récolte, région et pays : loin d'être homogène, le secteur des semences est fragmenté en fonction des récoltes et technologies semencières associées à différentes caractéristiques biologiques, et divisé entre circuits de semences informels et formels, distincts tant par leur cadre institutionnel que leurs fonctions socio-économiques. Les forces de marché et les capacités entrepreneuriales des sociétés semencières indiennes détermineront dans une large mesure leur capacité à saisir les opportunités des nouveaux marchés en Afrique.

→ ROSA

Deuxième rapport sur les ressources zoogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde

Ce rapport publié par la FAO en Décembre 2015 s'intéresse à l'utilisation durable, au développement et à la préservation des ressources génétiques animales (RGan) pour l'alimentation et l'agriculture, notamment au sujet des espèces mammifères et aviaires élevées pour l'alimentation et l'agriculture ou ayant le potentiel de l'être. Le rapport apporte une vision globale de la diversité génétique des cheptels ; il aborde également les origines et l'histoire des RGan, leur statut et les tendances actuelles (l'état de la diversité génétique tel qu'indiqué par le niveau de risque des cheptels de reproduction), l'état des flux génétiques (mouvements des RGan à l'échelle mondiale) ; les applications, le rôle et la valeur des RGan, les adaptations aux facteurs de stress environnementaux, les menaces à la diversité génétique, et l'influence de celle-ci sur la composition des produits alimentaires d'origine animale. Le rapport ouvre le débat sur les tendances actuelles du secteur de l'élevage et leur impact sur les RGan et leur gestion. Il explore également l'état des capacités de gestion des RGan y compris cadres institutionnels, programmes d'inventaires, caractérisation et suivi, stratégies et programmes de reproduction, programmes de conservation, recours aux biotechnologies reproductives et moléculaires, cadres juridiques et politiques.

→ ROSA

Recherche qualitative sur les impacts des programmes de protection sociale sur l'emploi rural décent : guide de recherche

Publié par la FAO en 2016, ce guide actualisé décrit en détail le séquençage, la planification et la méthodologie du processus de recherche à mettre en œuvre dans chaque pays objet d'étude : formation, préparation du travail de terrain, création d'une feuille de route simple et claire, hypothèses de théorie du changement, questions guide et outils de recherche. Ce guide sera utilisé pour mener des recherches qualitatives mais servira également de base pour les recherches futures de la FAO sur la protection sociale et l'emploi décent.

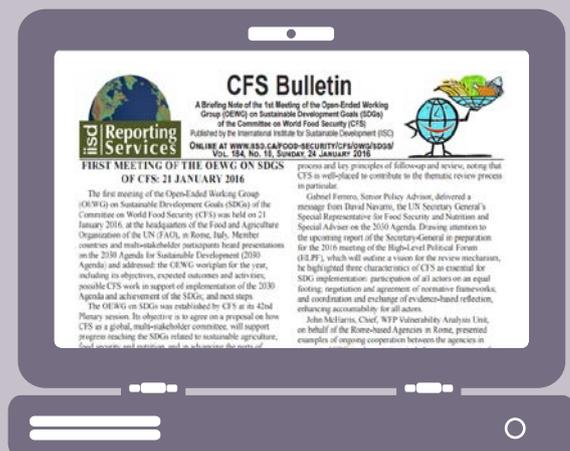
→ ROSA



Contribuer à la hausse et à l'amélioration de l'investissement : le cinquantenaire du Centre d'Investissement de la FAO

Ce blog publié le 11 Janvier 2016 se penche sur le travail du Centre d'Investissement de la FAO, qui a récemment célébré ses cinquante ans d'activité et de soutien aux pays membres souhaitant développer leurs opérations d'investissement au service du développement agricole, de la sécurité alimentaire et du développement rural. Au cours de ces cinquante années, le Centre a apporté un soutien considérable à la formulation de plus de 2000 projets et programmes d'investissement dans 170 pays, soit une contribution de plus de 100 milliards de dollars US investis dans le secteur rural.

→ ROSA



Groupe de travail ouvert (GTO) sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) du Comité de la Sécurité Alimentaire (CSA)

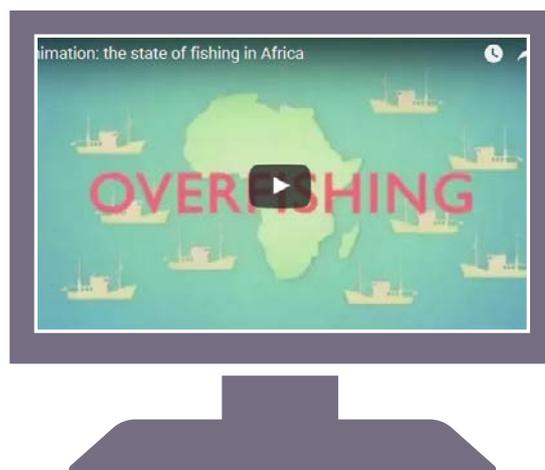
Publié le 24 Janvier 2016, ce *briefing* de deux pages synthétise la première réunion du Groupe de travail ouvert (GTO) sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) du CSA, organisée le 21 Janvier. Le GTO développe une proposition sur la forme de soutien à apporter par le CSA pour atteindre les ODD liés à l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition et faire progresser les volets du Programme 2030 entrant dans le cadre de son mandat. Une proposition sera soumise lors de la 43^e session plénière du CSA en Octobre 2016.

→ ROSA

La pêche en Afrique

Publiée le 04 Février 2016 par l'Africa Progress Panel, cette vidéo présente une estimation selon laquelle la pêche illégale et non réglementée coûterait, rien qu'en Afrique de l'Ouest, plus de 1,3 milliard de dollars US par an. Les pêcheurs artisanaux se trouvent privés de leurs moyens de subsistance, l'Afrique perd une source vitale de protéine et d'apports nutritionnels et perd des opportunités d'accès à des segments à plus forte valeur ajoutée du commerce mondial. Le rapport Africa Progress 2014, *Grain, fish, money: financing Africa's Green and Blue Revolutions* souligne des mesures clés qui permettraient de lutter contre les pratiques occultes de la pêche océanique autour du globe, en lien avec la récente *Fisheries Transparency Initiative*.

→ ROSA



→ Découvrez le réseau ROSA



© Union Européenne 2016

Publié par le Directeur Général de la Coopération
Internationale et Développement, avril 2016

Le contenu de cette publication ne représente pas nécessairement
la position officielle ou l'opinion de la Commission Européenne. Ni la
Commission Européenne, ni aucune personne intervenant au nom de
la Commission ne peut être tenue responsable de l'usage qui pourra
être fait des informations contenues dans cette publication.

Directorat Général de la Coopération Internationale et
Développement, 41 Rue de la Loi, B-1049 Bruxelles

Réseau ROSA:
<http://capacity4dev.ec.europa.eu/hunger-foodsecurity-nutrition/dashboard>

Pour plus d'informations sur ROSA news, merci d'envoyer votre
demande par mail à: EuropeAid-FANSSA@ec.europa.eu